



# 11<sup>ème</sup> Conférence de la CNUCED sur la gestion de la dette

Genève, 13-15 novembre 2017

---

## PROGRAMME FINAL

---

### LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT À LA CROISÉE DES CHEMINS :

Quel rôle pour la gestion de la dette publique ?





## Onzième Conférence de la CNUCED sur la gestion de la dette

- DATES :** 13-15 novembre 2017
- LIEU :** Salle de conférence XVII, Palais des Nations, Genève (Suisse)
- PUBLIC CIBLE :** Hauts responsables de la gestion de la dette et des finances publiques
- OBJET :** La Conférence portera sur les thèmes d'actualité suivants dans les domaines de la gestion de la dette et des finances publiques :
- Financement du développement ;
  - Viabilité de l'endettement ;
  - Financement responsable et inclusif ;
  - Atténuation des risques opérationnels liés à la gestion de la dette.
- Parmi les intervenants figureront des experts nationaux, des universitaires et des représentants d'organisations internationales et régionales et de la société civile. Les débats et discussions seront encouragés.
- INVITATIONS :** Adressées à tous les États membres de la CNUCED, ainsi qu'à un nombre important d'organisations internationales et régionales et à des représentants d'organisations non gouvernementales et des milieux universitaires
- INSCRIPTION :** Le formulaire d'inscription à la Conférence doit être rempli en ligne à l'adresse <https://reg.unog.ch/event/17368/>. Seules les personnes inscrites figureront sur la liste des participants.
- FRAIS DE PARTICIPATION:** La participation à la Conférence est gratuite, mais les participants devront assumer eux-mêmes leurs frais de voyage et de logement.
- INTERPRÉTATION:** L'interprétation simultanée sera assurée dans les six langues suivantes : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.
- DOCUMENTS:** Les interventions seront faites soit en anglais, en espagnol ou en français. Tous les documents seront mis à disposition au format électronique après la Conférence.

## LUNDI 13 NOVEMBRE 2017

DISCOURS D'OUVERTURE	HEURE
<i>Mme Isabelle Durant</i> , Secrétaire général adjoint de la CNUCED	10.00 – 10.30

NOTES INTRODUCTIVES	HEURE
<i>S.E. Mme Inga Ronda King</i> , Ambassadeur, Représentant permanent du Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès des l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, et Vice-président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)	10.30 – 11.00

### Panel 1 : Financement du développement : dépasser les modalités actuelles

À la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ont adopté le Programme d'action d'Addis-Abeba concernant le financement du développement, qui a suscité des réactions mitigées. Ce programme a été salué comme une étape importante en vue d'une nouvelle orientation innovante de la mobilisation de ressources publiques et privées sur les plans national et international aux fins du développement. Les critiques ont toutefois fait observer que le Programme mettait trop l'accent sur le rôle du capital privé et des ressources nationales, sans suffisamment préciser les mécanismes et les politiques susceptibles d'être mis en œuvre dans une économie mondiale. La réunion-débat permettra de faire le point sur le processus engagé dans le cadre de l'ONU pour donner suite au Programme d'action d'Addis-Abeba, et de porter un nouveau regard sur les principales difficultés qui se présentent concernant le financement multilatéral du développement, ainsi que sur les perspectives qui se présentent.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<i>S.E. M. Tudor Ulianoschi Moraru</i> Ambassadeur, Représentant permanent, Mission permanente de la République de Moldova auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Suisse, et Président du Conseil du commerce et du développement (CNUCED)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Jan Kregel</i>, Directeur de la recherche, Levy Economics, Institute of Bard College, États-Unis d'Amérique</li> <li>• <i>Prof. Nelson Barbosa-Filho</i>, São Paulo School of Economics (Fondation Getulio Vargas), Brésil</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	11.00 – 13.00

<b>PAUSE DÉJEUNER</b>	13.00 – 15.00
-----------------------	---------------

## LUNDI 13 NOVEMBRE 2017 (suite)

## Panel 2 : La dette comme instrument du développement : une option toujours viable à une époque marquée par l'anxiété ?

Dans le passé, la dette a joué un rôle essentiel pour que puissent s'opérer les transformations structurelles. Comme l'a dit Alexander Hamilton, « une dette nationale, si elle n'est pas excessive, sera pour nous une bénédiction nationale ». Dans une économie mondiale marquée par la fragmentation, la volatilité et l'anxiété face aux inégalités, par quels moyens les pays en développement peuvent-ils encore utiliser la dette (publique et privée) pour leur transformation structurelle ? Leur marge d'action est-elle trop faible ou doivent-ils simplement s'adapter à de nouveaux instruments de financement ? La réunion-débat portera sur le rôle de la dette pour le financement du développement, dans l'économie mondiale actuelle.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>S.E. M. Jorge Valero</i> Ambassadeur, Représentant permanent, Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Office des Nations Unies à Genève</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Prof. Steve Keen</i>, Kingston University, Royaume Uni</li> <li>• <i>Mme Stephanie Blankenburg</i>, Chef, Service de la dette et du financement du développement, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</li> <li>• <i>Dr. Karin Küblböck</i>, Fondation autrichienne pour la recherche sur le développement et Université de Vienne, Autriche</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	<p>15.00 – 17.00</p>

**Panel 3 : Politiques financières pour les plus démunis :  
inclusion financière et microdette**

L'inclusion financière a été saluée comme une étape décisive vers l'autonomisation économique des plus démunis car elle facilite leur accès aux services financiers et favorise ainsi l'entrepreneuriat. Les critiques font valoir qu'en réalité, l'inclusion financière nuit aux plus démunis car elles les privent de liquidités et fait peser sur eux le poids de services financiers superflus et onéreux qui leur sont de peu d'utilité, tout en étant lucratifs pour les institutions financières. En outre, l'inclusion financière est perçue par certains comme aggravant les risques, déjà critiques, de crises de la microdette dans certains pays. La réunion-débat examinera sur les avantages et les inconvénients de l'inclusion financière dans le contexte des inquiétudes suscitées par les crises de la microdette.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>S.E. M. Taonga Mushayavanhu</i> Ambassadeur, Représentant permanent, Mission permanente de la République de Zimbabwe auprès de l'Office des Nations Unies à Genève</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Dr. Y.V. Reddy</i>, ancien Gouverneur de la Banque centrale d'Inde</li> <li>• <i>Dr. Penelope Hawkins</i>, Fondateur et Directeur Général, Feasibility Ltd, Afrique du Sud</li> <li>• <i>Dr. Solène Morvant-Roux</i>, Professeur, Institut de démographie et de socio-économie, Université de Genève</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	<p>17.00 -18.00</p>

**COCKTAILS**

18.15 – 19.45

**Panel 4 : Instruments de dette subordonnés à la capacité de l'État :  
peut-on y avoir recours?**

Les instruments de dette subordonnés à la capacité de l'État semblent offrir un compromis entre, d'un côté, les partisans de solutions fondées sur le marché pour ce qui est du recours à l'endettement aux fins du développement et, d'un autre, ceux qui estiment que la résolution des problèmes systémiques de l'économie mondiale doit nécessairement s'inscrire dans le cadre d'une gouvernance multilatérale. Les instruments de dette subordonnés à la capacité de l'État peuvent, en principe, avoir un effet anticyclique et permettre le partage des risques. La principale question est de savoir comment de tels instruments peuvent être une option viable parallèlement à l'emprunt multilatéral, bilatéral et conventionnel, sur les marchés financiers internationaux. La réunion-débat examinera les récents travaux et propositions du Fonds monétaire international à cet égard.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>M. Mark Joy</i> Économiste principal, Banque d'Angleterre</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Mark Flanagan</i>, Directeur adjoint du Département de la politique et de l'examen des stratégies, Chef de la Division de la politique de la dette, FMI</li> <li>• <i>Prof. Stephanie Griffith-Jones</i>, Initiative pour le dialogue politique, Université de Columbia</li> <li>• <i>M. Yannis Manuelidis</i>, Partenaire, Allen &amp; Overy</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	<p>10.00 – 11.30</p>

**Panel 5 : Financement responsable : le rôle du droit non contraignant dans la promotion de pratiques viables en matière de prêt et d'emprunt**

Récemment, l'emploi du terme « financement responsable » est devenu de plus en plus fréquent bien que sa signification et le rôle de ce type de financement ne soient pas toujours clairs dans les débats relatifs à la manière de financer le développement dans le contexte économique mondial actuel. Le terme se rapporte fondamentalement aux tentatives visant à introduire des règles de droit international non contraignantes dans les modalités d'emprunt et les négociations entre créanciers et débiteurs. Les rapports entre émetteurs et emprunteurs de dette souveraine se sont immensément compliqués du fait de la financiarisation mondiale. Un certain nombre de tentatives ont été faites afin d'arrêter un cadre fonctionnel de règles et de normes, notamment les Principes de la CNUCED visant à promouvoir des pratiques responsables pour l'octroi de prêts et la souscription d'emprunts souverains et, plus récemment, les lignes directrices du Groupe des 20 pour le financement durable. La réunion-débat portera sur la pertinence du droit international non contraignant dans ce domaine, et sur les avantages et inconvénients des propositions existantes.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>Mme Stephanie Blankenburg</i>                      Chef, Service de la dette et du financement du développement, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Mme Yuefen Li</i>, Conseillère spéciale, Centre Financier pour la coopération, South Centre, Genève</li> <li>• <i>Prof. Rosa Maria Lastra</i>, Université Queen Mary de Londres, Angleterre</li> <li>• <i>Dr. Matthias Goldmann</i>, Université Goethe et Institut Max Planck de droit public comparé, Francfort, Allemagne</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	<p>11.30 – 13.00</p>

**PAUSE DÉJEUNER**

13.00 – 15.00

**Panel 6 : Qu'est-ce qu'une dette viable ?**

L'une des responsabilités fondamentales du système monétaire et financier international réside dans son appréciation de la viabilité d'une dette nationale. Les modalités d'évaluation de la dette déterminent l'accès futur des nations endettées aux financements publics et privés, par exemple, s'agissant des pays en développement aux fins de leur transformation structurelle. La réunion-débat examinera les instruments d'évaluation actuellement disponibles et leur utilité. Si des réformes s'imposent, quelle devrait être leur orientation ?

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>M. Doerte Doemeland</i> Gestionnaire de la Pratique mondiale de Gestion Macroéconomique et Budgétaire, Unité mondiale de Macroéconomie et de la Dette, Banque mondiale</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Martin Guzman</i>, Graduate School of Business de l'Université de Colombie (New York) et Département d'économie de l'Université de Buenos Aires, Argentine</li> <li>• <i>M. Eric LeCompte</i>, Directeur exécutif, Jubilee, Etats-Unis</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	15.00 -16.30



**Panel 7 : Incorporer la gestion de la dette publique dans les systèmes intégrés de gestion financière**

Les gouvernements adoptent de plus en plus fréquemment des systèmes intégrés de gestion financière dans le cadre de leurs programmes de réforme destinés à améliorer la gouvernance en informatisant des aspects essentiels de l'exécution des budgets et les opérations comptables de l'ensemble des organismes publics. Dans la plupart des cas, les systèmes de gestion des finances publiques sont des systèmes distincts qui doivent communiquer avec les systèmes intégrés de gestion financière pour que la gestion de la dette soit pleinement intégrée à la gestion des finances publiques. La réunion-débat portera sur les meilleures pratiques en matière de conception, de planification et de mise en œuvre de projets destinés à établir des passerelles entre les systèmes de gestion de la dette publique et les systèmes intégrés de gestion financière ainsi que sur les enseignements qui en ont été tirés, et sur les implications pour les gestionnaires de la dette.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>Mme Jennifer Muhuruzi Bigirwa</i> Directeur par intérim, Service de trésorerie et la gestion d'actifs, Ministère des finances, de la planification et du développement économique, Ouganda</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. Marcelo Tricarico</i>, Conseiller, Bureau national du contrôle interne, Argentine</li> <li>• <i>Mme Cigdem Aslan</i>, Responsable principale des finances, Trésorerie de la Banque mondiale</li> <li>• <i>M. Marcelo Abalos</i>, Analyste de systèmes et Chef d'équipe, Unité des systèmes, Programme SYGADE, CNUCED</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	<p>16.30 – 18.00</p>

**Panel 8 : Gestion des données de la dette et risques opérationnels**

Il est largement admis que la gestion des données de la dette et des risques opérationnels constitue l'un des principaux points critiques de la gestion de la dette publique. L'absence d'une base de données complète de la dette ou d'un cadre solide de gestion des risques peut avoir pour les gouvernements de graves conséquences juridiques et politiques mais aussi en termes de crédibilité, et exposer les États à d'importantes pertes financières. La réunion-débat permettra d'examiner la manière dont les gouvernements peuvent renforcer leurs capacités à enregistrer les données de la dette et leur gestion des risques opérationnels et les conditions préalables nécessaires à la mise en place d'un cadre de gestion des risques solide.

Modérateur	Conférenciers	Heure
<p><i>M. Kazi Shofiqul Azam</i> Secrétaire, Division des relations économiques, Ministère des finances, Bangladesh</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>M. André Proite</i>, Directeur, Trésor national brésilien, Brésil</li> <li>• <i>Mme Paulina Román</i>, Coordinatrice du Système des paiements internationaux, Banque centrale, Équateur</li> <li>• <i>M. Uriel Perez</i>, Directeur général de Crédit public, Ministère des finances et du Crédit public, Nicaragua</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	<p>10.00 -11.15</p>

**Panel 9 : Gestion des données de la dette et risques opérationnels :  
l'appui des organisations internationales**

La réunion-débat sera consacrée aux efforts des organisations internationales et régionales pour appuyer les travaux engagés par les gouvernements afin d'améliorer leurs capacités d'enregistrer les données de la dette et la gestion des risques opérationnels liés à la dette publique. Les participants feront le point sur l'appui fourni et les éventuelles mesures additionnelles à prendre.

<b>Modérateur</b>	<b>Conférenciers</b>	<b>Heure</b>
<p><i>M. Jonas Frank</i> Chef adjoint du soutien macroéconomique SECO, Suisse</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Mme Lilia Razlog</i>, Spécialiste principal de la dette, Pratique mondiale pour les politiques macroéconomiques et fiscales, Banque mondiale</li> <li>• <i>M. Stanislas Nkhata</i>, Directeur, Programme de gestion de la dette, Institut de gestion macroéconomique et financière de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (MEFMI)</li> <li>• <i>M. Gerry Teeling</i>, Chef du Programme SYGADE, CNUCED</li> </ul> <p><b>Discussion. Commentaires et questions de l'auditoire.</b></p>	<p>11.15 – 12.45</p>

<b>OBSERVATIONS FINALES ET CLÔTURE</b>	<b>Heure</b>
<p><i>M. Richard Kozul-Wright</i>, Directeur, Division de la mondialisation et des stratégies de développement, CNUCED</p>	<p>12.45 – 13.00</p>